



Bilan – Région Poitou-Charentes

Population au 01/01/2014	1 796 434		
Economie			
PIB 2013	<i>Montant brut (en M €)</i> 46 622	<i>Montant par hab. (en €)</i> 25 995	<i>Évolution depuis 2000 (en %)</i> +0,3%
Emploi 2013	<i>Niveau d'emploi</i> 690 249	-	<i>Évolution depuis 2000 (en %)</i> +5,0%
Taux de chômage 2014	En % 9,3%	-	-
Dépenses (données CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	619,8	345	-1,3%
Dépenses d'investissement (hors dette)	140,8	78	-21,1%
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			22,7%
Recettes (données CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	284,4	158	+4,8%
Dotations et subventions	285,8	159	-9,1%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			22,8%
Dette et financement (données CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	330,1	184	+12,9%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute), (en années) Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			3,1

Source : [DGCL](#), Insee, calculs du chiffréur.



Table des matières

Démographie, emploi, atouts économiques.....	2
Economie : structure et dynamiques.....	3
Les dépenses	4
Les recettes	5
L'endettement.....	6

Démographie, emploi, atouts économiques

Une population peu dense et relativement âgée

D'une superficie de 26 000 km² et comptant 1 824 367 habitants en 2013, la région Poitou-Charentes est peu densément peuplée, avec 69 habitants au km² contre 117 pour la France métropolitaine.

Elle est aussi l'une des régions dans lesquelles le vieillissement est le plus prononcé. Les plus de 65 ans représentent ainsi 21,1% de sa population en 2011, soit le deuxième niveau de France après le Limousin, pour une moyenne métropolitaine de 17,2%. Ce vieillissement constitue un enjeu fort de politique publique pour l'avenir, d'autant plus qu'il devrait être amené à se renforcer, notamment sous l'effet des migrations résidentielles.

Ruralité et croissance démographique

La région se singularise par une ruralité importante : fin 2013, 55% des habitants résident dans une unité urbaine, contre 73% pour la métropole hors Île-de-France. Elle ne comporte en effet aucune métropole et ses villes principales (Poitiers, La Rochelle, Angoulême, Niort) ne dépassent pas 100 000 habitants.

Ce sont cependant elles, ainsi que la zone littorale, qui bénéficient pour l'essentiel du dynamisme démographique de la région, plus important que la moyenne nationale. Entre 1999 et 2014, sa population a crû de 11,2%, contre 9,3% au niveau national, sous l'effet presque exclusif du solde migratoire (effet quasiment nul du solde naturel).



Poids important de l'agriculture et de l'industrie

Le PIB régional, qui s'élève à 46,6 milliards d'euros en 2014, présente une structure originale par rapport au reste de la France.

Il est marqué par l'importance de l'agriculture, qui pèse pour 5% du PIB total et 5,3 % de l'emploi picto-charentais, contre respectivement 2% et 2,3% en moyenne en métropole. Les deux piliers du secteur sont l'élevage et de viticulture, qui produisent chacun un quart de la valeur ajoutée agricole.

Le poids de l'industrie est lui aussi supérieur à la moyenne nationale : elle représente 16% du PIB, contre 14% en France métropolitaine, et 13,6% de l'emploi total, contre 12,5% au niveau national. Le principal secteur industriel est le secteur agro-alimentaire, avec notamment les filières cognac et lait. Ils y côtoient certaines industries à plus forte valeur ajoutée, telles que les transports et de l'aérospatial.

Enfin, le secteur des services ne représente que 74% de la valeur ajoutée régionale, contre 79% en moyenne au niveau national, et 73,9% de l'emploi contre 78,6% en métropole.

Économie : structure et dynamiques

Des performances économiques inférieures à la moyenne nationale

La croissance économique de la région est inférieure à la moyenne nationale : son PIB a crû de 1% entre 2000 et 2012, alors qu'il enregistrait une progression de 1,2% en France. L'agriculture et l'industrie manufacturière ont tiré cette croissance à la hausse, de respectivement +0,2 point et +0,1 point par rapport à la moyenne nationale.

En revanche, les secteurs de l'information et de la communication, ainsi que ceux du commerce, du transport, de l'hôtellerie et de la restauration ont été particulièrement touchés par la crise et ont freiné la croissance de l'économie régionale.

Le produit intérieur brut par habitant s'élève à 25 995€ en Poitou-Charentes, soit un niveau nettement inférieur à celui de la métropole hors région Île-de-France (27 856€). Rapporté au nombre d'emplois, ce PIB s'établit à 67 544 €, soit un niveau encore inférieur à celui de la France de province (71 169€). Néanmoins, sur la période 2000-2013, la croissance du PIB par emploi en Poitou-Charentes était en ligne avec la moyenne nationale, à +0,6%.



Une situation de l'emploi légèrement plus favorable, malgré les effets de la crise

Le marché du travail dans la région a été particulièrement touché par la crise. Au plus fort de la crise, du 2^e trimestre 2008 au 3^e trimestre 2009, l'emploi s'est replié de 4,8% en Poitou-Charentes, contre 3,2% en moyenne en France métropolitaine. Par ailleurs, entre 2000 et 2013, la croissance du nombre d'emplois a été plus faible qu'en France métropolitaine (+5% contre +6,3%).

Malgré ces évolutions récentes, la situation de l'emploi demeure plus favorable en Poitou-Charentes qu'en moyenne en France. Le taux de chômage s'y établit à 9,3% en 2014, soit un niveau sensiblement inférieur au niveau national (9,8%).

Une région moins touchée par les inégalités

Le taux de pauvreté est également plus faible dans la région qu'en moyenne : il s'élève à 13,4% fin 2014, contre 14,3% au niveau national. Les inégalités sont par ailleurs moins marquées : le rapport interdécile (écart de revenu disponible moyen par unité de consommation entre les 10% les plus riches et les 10% les moins riches) est ainsi de 3,1 dans la région, contre 3,5 en France métropolitaine.

Les dépenses

Baisse globale des dépenses

Les dépenses totales de la région Poitou-Charentes s'élèvent à 619,8 millions d'euros en 2013, niveau en repli de 1,3% par rapport à celui de 2009 (628,1 millions d'euros). Rapportée à la population, cette décre est plus marquée : le montant de dépenses par habitant est ainsi passé de 353,1€ en 2009 à 339,7€ en 2013. Cette baisse traduit une volonté de maîtrise des dépenses, réaffirmée en 2015 dans le cadre de la présentation du budget primitif.

Croissance des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de la région Poitou-Charentes sont en hausse sur la période 2009-2013 : elles s'élèvent ainsi à 451,1 millions d'euros en 2013, soit 6,5% de plus qu'en 2009. Cette croissance est néanmoins plus faible que la croissance enregistrée au niveau national (+8,4%).

Au sein des dépenses de fonctionnement, les frais de personnel ont augmenté de 9,8% entre 2009 et 2013, contre 12,2% en moyenne dans les régions françaises. Malgré cette croissance moindre, elles représentent une part plus importante des dépenses de fonctionnement que la moyenne française : 23,1% des dépenses de fonctionnement en 2013, contre 16,9% en moyenne nationale.



Net repli de l'investissement régional

C'est la réduction de l'investissement sur laquelle repose le ralentissement de la dépense de la région : les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent en effet à 140,8 millions d'euros en 2013, niveau en repli de 21,1% par rapport à celui enregistré en 2009 (contre un repli de 7% environ au niveau national).

Les dépenses d'équipement brut ont chuté de 47,3% entre 2009 et 2013 et les subventions versées se sont contractées de 4,5%.

Au total, les dépenses d'investissement hors dette rapportées à la population représentent 77,2€ par habitant en Poitou-Charentes en 2013, niveau très inférieur à la moyenne nationale (129,2€). L'investissement représente 22,7% des dépenses totales, contre 28,4% en 2009, et 30% dans les régions françaises en moyenne.

Priorité à l'aménagement du territoire et à la formation

Les dépenses au titre de l'aménagement des territoires ont connu une augmentation sensible dans la région Poitou-Charentes entre 2009 et 2013 : +53,3%. Ce poste représente 50,6 millions d'euros en 2013, soit 8,2% des dépenses totales (contre 5,2% en 2009 et 4,9% en moyenne nationale). Les dépenses liées à la formation professionnelle et à l'apprentissage ont également augmenté : +12,5% entre 2009 et 2013.

En revanche, les dépenses ont sensiblement baissé dans trois domaines : l'enseignement (-19,3%), l'action économique (-8,3%) et les transports (-5,9%). Malgré la baisse des dépenses d'enseignement, la région y consacre toujours une part de son budget plus importante que la moyenne des autres régions : 26,5% contre 21,5% en 2013.

En revanche, les dépenses de transport représentent une part particulièrement peu importante du budget régional : 8,5%, contre 23,9% en moyenne nationale. Cet écart s'explique notamment par l'absence de grand projet de transport dans la région, celle-ci étant déjà particulièrement bien desservie. Elle est l'une des rares régions françaises où l'ensemble des chefs-lieux de département sont desservis par le TGV.

Les recettes

Recul des recettes

Entre 2009 et 2013, les recettes de la région Poitou-Charentes ont décliné de 0,6% et s'élèvent désormais à 625,3 millions d'euros, soit 342,8€ par habitant. Ce niveau est nettement inférieur à la moyenne nationale (416 € par habitant en France métropolitaine). L'évolution récente s'explique par une baisse sensible des dotations et subventions (-9,1%), que ne compense que partiellement la progression des recettes fiscales (+4,8%).



Progression des recettes fiscales

Les recettes fiscales de la région Poitou-Charentes s'élèvent à 284,4 millions d'euros en 2013, soit 45,5% des recettes réelles totales. Leur progression (+4,8% par rapport à 2009) est légèrement inférieure à la moyenne nationale (+5,3%).

Au sein de cet ensemble, les recettes de fiscalité directe (CVAE et IFR) ainsi que les recettes de TICPE sont stables de 2009 à 2013, tandis que les recettes liées à la taxation des cartes grises augmentent fortement (+24,1%), témoignant d'une utilisation du pouvoir de taux par la région.

Des dotations et subventions en fort recul

Le recul des recettes de la région s'explique par celui des dotations et subventions : ces transferts ont en effet enregistré un recul de 9,1% entre 2009 et 2013, alors qu'en moyenne ils ont augmenté de 2,5% pour les régions métropolitaines sur la même période. Les dotations et subventions d'élèvent ainsi à 285,8 millions d'euros en 2013.

Au sein de ces dotations, les dotations à l'investissement ont enregistré le plus fort recul (-38%). Cette baisse est notamment due à une réduction sensible des subventions reçues au titre du fonds de compensation de la TVA (FCTVA, fonds qui compense la TVA payée par les collectivités sur leurs investissements), réduction liée à la forte baisse de l'investissement régional (-21,1% pour l'investissement hors dette). La dotation globale de fonctionnement a quant à elle progressé de 1,3% entre 2009 et 2013, soit un niveau supérieur à la moyenne des régions métropolitaines (+0,8%).

L'endettement

Une dette en augmentation mais toujours soutenable

La dette de la région Poitou-Charentes est sensiblement inférieure à la moyenne nationale en niveau, et sa progression est elle aussi moins importante que la moyenne des dettes régionales. Malgré cela, la charge d'intérêts de la dette a connu une augmentation importante depuis 2009, même si son montant demeure relativement faible au regard du budget de la région. La capacité de désendettement de la région, inférieure à la moyenne des régions françaises, témoigne du caractère soutenable de la dette.

Une augmentation plus faible qu'en moyenne en France

En 2013, la dette de la région Poitou-Charentes s'élève à 330,1 millions d'euros, en progression de 12,9% par rapport à son niveau de 2009 (292,4 millions d'euros). Cette progression est moins importante que la moyenne nationale : dans les régions métropolitaines, l'encours de dette a en effet crû de 30% en moyenne entre 2009 et 2013.



Rapportée à la population, la dette s'élève à 180,9€ par habitant, niveau sensiblement inférieur à la moyenne nationale (303€ par habitant dans les régions métropolitaines) et en faible augmentation par rapport au niveau de 2009 (164,4€ par habitant).

La part des recettes d'emprunt dans les recettes réelles totales est ainsi stable pour la région Poitou-Charentes (4,7% en 2009, 4,8% en 2013), témoignant d'un recours à l'emprunt maîtrisé. La charge annuelle de remboursement de la dette est elle aussi stable : de 25,9 millions d'euros en 2009, elle est passée à 27,8 millions d'euros en 2013.

Croissance plus forte des intérêts

Malgré l'augmentation mesurée de la dette, la charge d'intérêts a connu une augmentation importante sur la période : elle est ainsi passée de 4 millions d'euros en 2009 à 10 millions d'euros en 2013. Une partie de cette augmentation trouve son origine dans les emprunts toxiques Dexia. Ce montant demeure cependant relativement faible au regard du total des charges de la région (2,2% des charges, contre 2,8% en moyenne pour les régions métropolitaines).

Une capacité de désendettement meilleure que la moyenne

La capacité de désendettement, qui mesure le nombre d'années nécessaires au remboursement intégral du stock de dette si l'intégralité de l'épargne brute de la région y était consacrée, s'établit à 3,1 années pour la région Poitou-Charentes en 2013, contre 2,3 années en 2009 mais 4 années en 2012. La moyenne nationale est de 4 années.